



Djibouti

CONTEXTE

Avec moins de 1 000 km² de terres arables (soit 0,04 % des 23 200 km² que totalisent sa superficie) et une pluviométrie moyenne d'environ 129 millimètres par an, le pays souffre d'un déficit alimentaire chronique et dépend entièrement des importations pour satisfaire ses besoins alimentaires. Cette situation rend Djibouti très sensible aux perturbations externes telles que les hausses des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers et aux catastrophes naturelles telles que les inondations et les sécheresses. Son économie est **tributaire des financements extérieurs**, des investissements directs étrangers (IDE) et des bases militaires étrangères installées sur le territoire ; elle repose aussi sur les services portuaires, qui tirent parti de la position stratégique de Djibouti à l'entrée méridionale de la mer Rouge et du fait que le pays constitue la principale voie d'exportation/importation de l'Éthiopie.

STRATÉGIE

Une nouvelle **stratégie de partenariat** avec Djibouti va être adoptée pour la période 2014-2017. Cette stratégie, qui combine les ressources et l'expertise de l'**Association internationale de développement (IDA)**, de la **Société financière internationale (IFC)** et de l'**Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)**, est la première de ce type pour le Groupe de la Banque mondiale. Ancrée dans le plan de développement adopté par le pays sous le nom de « **Djibouti 2035** », elle a pour objectif fondamental d'appuyer la vision des autorités en vue de réduire l'extrême pauvreté et de poser les fondations d'une croissance partagée en exploitant le potentiel humain et économique du pays. La stratégie, qui repose principalement sur la réduction de la vulnérabilité et l'amélioration de l'environnement des affaires, s'articule autour des axes transversaux que constituent le renforcement institutionnel et l'égalité hommes-femmes.

L'aide et les financements de la Banque mondiale en faveur de Djibouti passent par l'**IDA**, son fonds pour les pays les plus pauvres. Le portefeuille de l'IDA pour Djibouti comprend sept projets représentant un engagement d'une valeur nette d'environ 57 millions de dollars, dont 39 millions n'ont pas encore été décaissés. Il est principalement axé sur les filets de protection sociale, l'énergie, le développement des communautés rurales, la réduction de la pauvreté urbaine, la santé et l'éducation. Afin de compléter les ressources limitées de l'IDA, les équipes de la Banque mondiale s'emploient à mobiliser l'aide des bailleurs de fonds par le biais de **fonds fiduciaires**.

Depuis 2001, la Banque est le principal bailleur de fonds du **secteur de la santé** et des programmes de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme à Djibouti, par le biais de deux opérations : un projet de développement du secteur de la santé, qui a été doté d'un montant de 22 millions de dollars (avec financement additionnel) et a pris fin en juin 2012, et un projet de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme d'un montant de 12 millions de dollars qui s'est clôturé en 2008. Un nouveau projet, qui porte sur l'amélioration de la performance dans le secteur de la santé, a été approuvé en avril 2013 et bénéficiera d'un financement de la Banque mondiale de 7 millions de dollars. Il vise à améliorer les services de soins de santé maternelle et infantile ainsi que les programmes de lutte contre les maladies transmissibles.

La Banque a approuvé, en juin 2013, un **projet de production d'énergie géothermique** d'un montant de 6 millions de dollars et destiné à évaluer la viabilité commerciale de la ressource géothermique dans la Fiale Caldera, dans la région du lac Assal. Ce projet, qui constitue la première phase d'un processus en deux étapes visant à développer la capacité de production géothermique locale, pourrait aider Djibouti à satisfaire entièrement sa demande de pointe et réduire sa dépendance à l'égard des importations

énergétiques et autres coûts de production de 70 %. En promouvant un type d'énergie propre, il entraînera également une réduction des émissions de dioxyde de carbone et permettra d'offrir aux populations un environnement plus sain.

Dans le cadre de la nouvelle stratégie de partenariat-pays, l'IDA et l'IFC collaboreront à un nouveau projet destiné à renforcer la gouvernance pour le développement du secteur privé. Ce projet vise à : améliorer l'accès aux services financiers *via* la création d'un fonds de garantie et la modernisation des systèmes de paiement ; entreprendre les réformes judiciaires nécessaires pour améliorer le règlement des différends commerciaux ; soutenir des réformes sur le plan de l'environnement des affaires en s'appuyant sur les indicateurs du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale. Les initiatives conjointes de l'IDA et de l'IFC viseront aussi à soutenir l'intégration régionale en renforçant les échanges transfrontières *via* une assistance technique destinée à améliorer la qualité et la rapidité des services concernés, de même que l'établissement d'un guichet unique pour la création d'entreprise. Djibouti bénéficie par ailleurs d'une garantie de la **MIGA** d'un montant de 427 millions de dollars pour le développement, la construction, la gestion, l'exploitation et l'entretien du terminal à conteneurs de Doraleh.

RÉSULTATS

La Banque intervient depuis 33 ans auprès de Djibouti dans différents secteurs. Voici un bref aperçu des résultats obtenus.

Éducation : Le projet d'appui à l'enseignement primaire, qui a pris fin récemment, a soutenu le deuxième Plan d'action pour l'éducation en contribuant à assurer un accès plus équitable à la scolarisation et en fournissant l'équipement, les matériels et les manuels nécessaires aux apprentissages. Ces interventions ont entraîné une augmentation du nombre d'enfants scolarisés, notamment parmi les filles. Elles ont abouti aux réalisations suivantes : le nombre de bénéficiaires dans les zones ciblées a plus que doublé entre 2010 et 2013, pour atteindre 2 950 élèves ; le ratio filles/garçons a augmenté de 0,55 à 0,88 ; 120 directeurs d'école ont été formés à un outil pilote pour le suivi de la qualité de la gestion scolaire ; et le soutien apporté par le projet à la production de manuels a permis au ministère de l'Éducation d'imprimer 50 000 ouvrages pour le primaire entre 2010 et 2012, ce qui a contribué à faire monter à 96 % le pourcentage d'élèves ayant accès à ces supports.

Santé : Dans le domaine de la santé maternelle et infantile, le projet financé par l'IDA et clôturé en juin 2012 a contribué à réduire le taux de mortalité maternelle de 546 à 383 décès pour 100 000 naissances vivantes entre 2002 et 2012. Le taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans a été également réduit de 124 à 68 décès pour 1 000 naissances vivantes sur la même période. La part des accouchements sous assistance médicale a atteint 87 % en 2012, contre 40 % en 2002, et la proportion d'enfants qui sont vaccinés contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos avant l'âge de 12 mois a augmenté de 45 % en 2002 à 93 % en 2012. La prévalence du VIH/sida parmi les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans est tombée à 1,4 % en 2010, contre 2,9 % en 2002. Enfin, le nombre total d'auxiliaires médicaux inscrits à l'Institut des hautes études en sciences de la santé s'est élevé à 1 098 élèves en 2012, contre 515 en 2008.

Protection sociale : La Banque mondiale offre son appui à Djibouti pour la mise en place d'un système de filets de protection sociale productifs. Ce soutien prend la forme d'un projet novateur consistant à offrir des possibilités d'emplois de courte durée dans le cadre de travaux à haute intensité de main-d'œuvre dans les communautés et à améliorer les pratiques nutritionnelles des femmes enceintes/mères allaitantes et des jeunes enfants. Ce projet, qui constitue la clé de voûte de la stratégie de protection sociale du gouvernement, est financé par un don et des ressources provenant du mécanisme de l'IDA dédié à la riposte aux crises (CRW). Il a bénéficié à ce jour à plus de 4 500 femmes et enfants qui participent au programme de nutrition et a généré environ 125 000 jours de travail. Afin d'assurer la mise en œuvre efficace du projet, un système intégré d'information de gestion a été mis en place, qui couvre les deux composantes du projet (nutrition et travail). Par ailleurs, au niveau national, le projet soutient la création d'un registre social unique à l'usage de multiples programmes et parties prenantes. Cette base de données contenant les caractéristiques socioéconomiques/démographiques de la population a pour

objectif d'orienter les ressources vers ceux qui en ont le plus besoin. Le registre ainsi créé sera à terme intégré dans un système d'identification national.

Développement urbain : Le développement urbain à Djibouti bénéficie d'un soutien de longue date de la Banque mondiale, présente dans le pays depuis 1984. Le **projet de réduction de la pauvreté urbaine à Djibouti** est novateur à un double titre : il combine un investissement dans les infrastructures à des activités sociales et à un appui institutionnel. Ses principaux résultats à ce jour sont les suivants : amélioration de l'accès aux infrastructures de base et aux services communautaires par la construction de quatre grandes routes ; création de 15 000 jours de travail de courte durée ; développement des capacités d'institutions clés par la mise en place d'un système de gestion financière et de gestion des stocks et, enfin, financement du plan d'aménagement urbain.

Dernière mise à jour : mars 2014